

Asie et Pacifique



AVANT-PROPOS

Fin 2018, la région Asie et Pacifique abritait plus de 60% de la population mondiale. S'agissant d'un continent caractérisé par des populations en mouvement à la recherche de nouvelles perspectives d'avenir, cela pose toutes sortes de problèmes au niveau des mouvements mixtes, qui englobent souvent des populations jeunes et très mobiles, voyageant à travers la région dans l'espoir de trouver des solutions.

La région accueille 9,5 millions de personnes relevant de la compétence du HCR. Elle présente un éventail de situations complexes, exigeant la présence du HCR et illustrant tous les aspects du déplacement forcé, des situations d'urgence aux situations qui nécessitent des solutions à plus long terme, ainsi que des situations d'apatridie.

La longue tradition d'hospitalité à l'égard des réfugiés demeure forte en Asie et dans le Pacifique. Cette tradition s'est vérifiée récemment lorsque le Bangladesh a accueilli environ 725 000 réfugiés rohingyas apatrides, fuyant les violences qui avaient éclaté au Myanmar à la fin du mois d'août 2017. L'afflux a profondément modifié le contexte opérationnel du HCR, qui a dû réorienter son action pour faire face à l'urgence. En 2019, l'organisation aura besoin d'un appui considérable pour répondre aux besoins humanitaires continus et pour contribuer à la recherche de solutions à cette crise — des solutions qui se trouvent au Myanmar.

Compte tenu de l'ampleur et de la diversité des défis auxquels le peuple de l'État rakhine est confronté et de la nécessité urgente de trouver des solutions, en 2018, le HCR a commencé à promouvoir le concept d'une "Approche solidaire pour le peuple de l'État rakhine".

Sous une pluie de mousson battante, des réfugiés rohingyas descendent un sentier boueux du camp de Kutupalong, situé dans le district de Cox's Bazar, au Bangladesh.

Cette approche vise à réunir un large éventail de parties prenantes afin de soutenir la résilience, les solutions et une vie décente pour les personnes originaires de l'État rakhine, où qu'elles se trouvent.

L'apatridie pose toujours un grave problème dans la région, et le HCR devra poursuivre ses efforts et son action de plaidoyer auprès des gouvernements nationaux en 2019. Un évènement de haut niveau sur l'apatridie marquera le milieu de la campagne #IBelong visant à mettre fin à l'apatridie d'ici 2024. Le HCR saisira l'opportunité de cet évènement pour renforcer sa collaboration avec les États afin de veiller à ce qu'ils prennent, et mettent en œuvre, des engagements concrets pour prévenir et réduire l'apatridie d'ici 2024.

Le déplacement en masse des Afghans a commencé en 1979, et pourtant, 40 ans plus tard, il y a encore 2,6 millions de réfugiés afghans, représentant un peu plus de 13% de la population réfugiée à travers le monde. Plus que jamais, la situation nécessite des solutions à long terme qui créent des conditions propices au rapatriement volontaire. Dans cette optique, à la fin de l'année 2018, l'Afghanistan s'est engagé à appliquer

le Cadre d'action global pour les réfugiés, une décision qu'il convient de saluer. Le Cadre viendra compléter la « Stratégie de recherche de solutions pour les réfugiés afghans (SSAR), destinée à appuyer le rapatriement volontaire, la réintégration durable et l'assistance aux pays d'accueil ». La SSAR a été le principal cadre régional et pluriannuel pour rechercher des solutions à la situation prolongée des réfugiés afghans, qui vivent principalement dans les Républiques islamiques d'Iran et du Pakistan, ainsi que pour répondre aux mouvements de population mixtes.

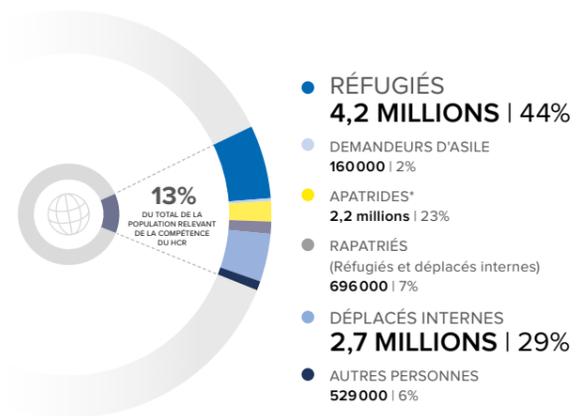
En s'appuyant sur les progrès accomplis les années précédentes, le HCR continuera en 2019 à offrir protection et assistance aux personnes relevant de sa compétence, à rechercher des solutions à leur situation et à renforcer ses partenariats avec une série d'acteurs. À l'heure où l'organisation est confrontée aux plus grands défis dans son action autour du monde, le HCR appelle la communauté internationale à renouveler son soutien aux populations réfugiées, apatrides et déplacées de la région de l'Asie et du Pacifique.

Indrika Ratwatte

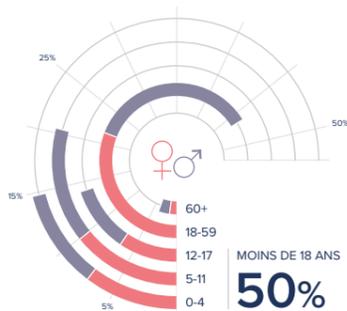
Directeur du Bureau régional du HCR pour l'Asie et le Pacifique



9,5 MILLIONS DE PERSONNES RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DU HCR EN ASIE ET PACIFIQUE



RÉPARTITION PAR ÂGE ET GENRE DES RÉFUGIÉS ET DEMANDEURS D'ASILE



* La population apatride inclut 932 000 réfugiés du Myanmar au Bangladesh et 126 000 déplacés internes apatrides au Myanmar qui sont également comptés parmi les populations réfugiés et déplacés internes.

Chiffres des populations vérifiés de janvier 2018



SITUATION AFGHANE

2,4 millions de RÉFUGIÉS

sont accueillis principalement au Pakistan et en République islamique d'Iran

175 800

Personnes ont dû se déplacer rien qu'au cours des six premiers mois de 2018

1,9 million

de DÉPLACÉS INTERNES

444 670

RAPATRIÉS depuis 2016



SITUATION DU MYANMAR

894 200 RÉFUGIÉS

sont accueillis au Bangladesh

128 000

DÉPLACÉS INTERNES dans le centre de l'État rakhine



SITUATIONS

< 1,5 million de personnes relevant de la compétence du HCR

> 3 millions de personnes relevant de la compétence du HCR

Pays mettant en œuvre le CRRF

L3 Niveau d'urgence

Les chiffres de population pour les situations sur cette carte sont les derniers chiffres disponibles en 2018.

PRINCIPALES SITUATIONS

Si l'Asie et le Pacifique continuent de bénéficier globalement d'une bonne croissance économique et d'une hausse du niveau de vie, en 2019, des millions de gens vivant dans la région n'auront toujours pas de nationalité, de papiers ni de lieu où ils puissent se sentir véritablement chez eux. Fin 2018, la région accueillait 9,5 millions de personnes relevant de la compétence du HCR — dont 4,2 millions de réfugiés, 2,7 millions de déplacés internes et 2,2 millions d'apatrides. La plupart des réfugiés sont originaires d'Afghanistan et du Myanmar : deux opérations très différentes, qui illustrent la complexité du travail du HCR en Asie et dans le Pacifique et montrent pourquoi sa présence est nécessaire.

La violence qui règne en Afghanistan continue à déplacer les familles et empêche un grand nombre de personnes de regagner leurs foyers. Comme certains Afghans sont déplacés depuis plusieurs années, voire depuis des décennies, la situation requiert des solutions innovantes à plus long terme de la part du HCR. La création de conditions propices au rapatriement volontaire et l'appui aux communautés qui accueillent des réfugiés afghans restent au centre de son action.

Parallèlement, des centaines de milliers de réfugiés qui se sont enfuis au Bangladesh pour échapper à la violence qui sévissait au Myanmar vivent en situation de grande précarité dans des installations ou des camps surpeuplés. Leurs besoins, pressants dans tous les domaines, nécessitent une aide d'urgence de grande envergure de la part du HCR et de toute une série de partenaires. En outre, la région abrite environ la moitié de la population mondiale des apatrides.

Situation afghane



Les Afghans représentent toujours la plus importante population de réfugiés relevant de la compétence du HCR dans la région de l'Asie et du Pacifique, avec

environ 1,4 million de réfugiés afghans accueillis au Pakistan et près d'un million en République islamique d'Iran. Ces deux pays accueillent également un grand nombre d'Afghans sans papiers, dont certains ont peut-être besoin de protection internationale. En outre, il y a 1,9 million de déplacés internes en Afghanistan (estimation de septembre 2018). En 2018, l'insécurité qui régnait dans le pays a continué à produire des déplacements : plus de 175 800 personnes ont ainsi été obligées de fuir leur foyer au cours des huit premiers mois de l'année.

Si la SSAR constitue toujours le cadre général de recherche de solutions au déplacement des Afghans, il est en plus admis, en raison du nombre record de personnes déplacées à travers le monde, que le déplacement forcé n'est pas seulement un défi humanitaire mais aussi un enjeu en termes politiques, de consolidation de la paix et de développement. Le pacte mondial sur les réfugiés et le CRRF qui l'accompagne, ainsi que le pacte mondial pour les migrations, viendront compléter la SSAR et constitueront un cadre global pour répondre aux mouvements mixtes de population de manière holistique. Il est de plus en plus difficile de mobiliser un appui financier et politique pour les réfugiés afghans, en raison des autres crises humanitaires qui sévissent autour du monde. La SSAR cherchera à tirer parti de ces initiatives mondiales et à élargir les partenariats pour trouver des solutions au déplacement des Afghans.

La SSAR facilite le retour volontaire et la réintégration durable des réfugiés afghans tout en aidant les pays hôtes.



Pour en savoir plus (en anglais)

© HCR/Aerif Shanzad



Gul Bibi défend avec ferveur les intérêts des femmes au sein de sa communauté afghane à Quetta (Pakistan). Grâce à ses talents de couturière, acquis dans un centre de formation financé par le HCR et UNIQLO, elle parvient à subvenir aux besoins de sa famille. Gul Bibi incarne le changement en cours dans sa communauté.

Le HCR et UNIQLO : un partenariat inventif

Depuis 2007, le champ d'application du partenariat entre le HCR et UNIQLO s'est considérablement élargi. Dans le cadre de l'actuel accord de partenariat, la contribution de 10 millions de dollars versée par UNIQLO a renforcé le programme d'appui aux moyens de subsistance du HCR en Asie et dans le Pacifique, en apportant une aide d'urgence sous forme de dons en nature. Par ailleurs, 65 réfugiés sont actuellement employés dans les magasins de l'enseigne à travers le monde, et les salariés d'UNIQLO au Japon ont formé plus de 120 000 étudiants à la problématique des réfugiés. Ce partenariat multiforme est un modèle, qui guidera le HCR dans ses efforts pour s'associer au secteur privé et mobiliser un soutien global pour la cause des réfugiés.

Le Pakistan offre l'hospitalité à plus d'1,4 million de réfugiés afghans enregistrés, et ceux-ci sont moins nombreux à regagner leur pays d'origine. Dans le cadre du programme de rapatriement volontaire facilité par le HCR, 58 800 réfugiés afghans sont rentrés en Afghanistan, principalement du Pakistan. Mais au cours des neuf premiers mois de l'année 2018, ils n'ont été que 13 300 à regagner leur pays ; la plupart (89%) ont quitté le Pakistan, tandis que les 11% restants venaient de la République islamique d'Iran. Le HCR a facilité et soutenu le retour volontaire de plus de 5,2 millions de réfugiés afghans depuis 2002. L'organisation continuera de le faire en 2019, même si l'on s'attend à ce que le taux de retours reste modeste en raison de l'insécurité qui règne en Afghanistan.

Au Pakistan, l'initiative pour les zones d'accueil de réfugiés ou touchées par leur présence (RAHA) continue à jouer un rôle essentiel pour favoriser la cohésion sociale entre les réfugiés et les communautés hôtes. Le Gouvernement a également

enregistré près de 880 000 Afghans sans papiers et leur a délivré des cartes de citoyens afghans qui ne leur confèrent pas le statut de réfugié mais régularisent néanmoins leur séjour temporaire au Pakistan.

Le Gouvernement de la République islamique d'Iran continue d'offrir protection et assistance à près d'1 million de réfugiés afghans et irakiens. Il a également pris des mesures pour régulariser l'importante population d'Afghans sans papiers résidant sur le territoire. Il met également en œuvre des politiques de protection sociales inclusives qui facilitent l'accès des enfants réfugiés afghans à l'école et permettent à tous les réfugiés de s'affilier au régime public d'assurance maladie universelle. Le HCR appuiera les efforts du Gouvernement en prenant en charge la prime d'assurance des réfugiés vulnérables identifiés, tout en œuvrant avec les autorités à la recherche de solutions durables.

5,2 millions de réfugiés afghans sont rentrés volontairement avec l'aide du HCR depuis 2002.

© HCR/Merissa Nekoubazi



Une femme médecin iranienne rend visite à des réfugiés afghans dans un centre médical situé à Savejbolagh, dans la province d'Alborz, au nord-ouest de Téhéran.

Un système d'assurance-maladie innovant pour les réfugiés en République islamique d'Iran

La République islamique d'Iran est l'un des rares pays à faire bénéficier les réfugiés d'une assurance médicale aux mêmes conditions que ses propres ressortissants.

« Cette initiative mise en œuvre par le gouvernement iranien est particulièrement exemplaire car elle a permis d'inclure les réfugiés dans son système national de santé », explique Irina Korenyak, une responsable du HCR en République islamique d'Iran.

Lire la suite >



Situation du Myanmar

Selon les prévisions du HCR, il y aura environ **900 000** réfugiés rohingyas apatrides au Bangladesh en 2019 dont **200 000** qui ont fui l'État rakhine auparavant.



La situation d'urgence qui touche les réfugiés dans le district de Cox's Bazar, au Bangladesh, reste l'une des principales priorités opérationnelles du HCR, qui continuera d'aider le

Gouvernement du Bangladesh à offrir une protection et une aide vitale. Plus d'un an après le début de la crise, des réfugiés rohingyas continuent à fuir au Bangladesh, quoique en nombre plus restreint qu'en 2017. Selon les prévisions du HCR, il y aura environ 900 000 réfugiés rohingyas apatrides au Bangladesh en 2019, dont quelque 200 000 réfugiés ayant fui l'État rakhine lors de précédentes vagues de déplacements.

Parmi ses priorités stratégiques au Bangladesh, le HCR s'efforcera en 2019 de garantir aux réfugiés rohingyas l'identité juridique qui leur a été refusée au Myanmar, de renforcer l'environnement de protection des réfugiés et de veiller à ce qu'ils puissent exercer leurs droits fondamentaux. De plus, l'organisation améliorera les conditions de vie des réfugiés dans les sites d'installation, tout en renforçant la coexistence pacifique et le soutien aux communautés d'accueil,

en autonomisant les réfugiés et en appuyant la mise en place de systèmes de gouvernance qui encouragent la résilience.

Il faut de toute urgence trouver des solutions aux problèmes considérables auxquels le peuple de l'État rakhine est confronté, notamment par le biais du rapatriement volontaire ou d'autres solutions qui permettront aux réfugiés de mener une vie digne et sûre. À cet égard, l'« Approche solidaire pour le peuple de l'État rakhine » offre aux États et aux autres acteurs — dont les organisations régionales, les institutions financières internationales, les ONG, les réfugiés, les personnalités influentes et les acteurs du secteur privé — plusieurs possibilités de contribuer à la recherche de solutions globales pour le peuple de l'État rakhine, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du Myanmar. Le HCR entend dégager, au sein de ce groupe divers d'intervenants, un consensus autour d'une approche cohérente, en veillant à ce que les acteurs concernés soient consultés tout au long du processus.

L'accent sera mis sur la mise en œuvre du mémorandum d'accord tripartite conclu par le HCR, le PNUD et le Gouvernement du Myanmar en juin 2018. Le mémorandum a défini un cadre de coopération visant à créer les conditions propices au

rapatriement volontaire et durable des réfugiés rohingyas, dans la sécurité et la dignité. En septembre 2018, après avoir reçu l'autorisation du Gouvernement du Myanmar, le HCR et le PNUD ont entrepris des évaluations dans 23 villages. Il s'agissait de la première étape de la mise en œuvre échelonnée du mémorandum d'accord, qui vise également à favoriser la cohésion sociale. Le HCR continue de travailler avec le Gouvernement du Myanmar pour élargir l'accès des organisations humanitaires et de développement. Tout en reconnaissant les difficultés et les contraintes auxquelles le Gouvernement du Myanmar est confronté, le HCR soulignera que des progrès graduels mais réguliers sont nécessaires et fera valoir qu'au terme de la première étape, les évaluations devraient être étendues rapidement à d'autres régions.

STRATÉGIE RÉGIONALE

Les besoins humanitaires des personnes relevant de la compétence du HCR dans la région de l'Asie et du Pacifique sont considérables, divers, et ne semblent pas près de diminuer. Au premier semestre 2018, 11 500 personnes supplémentaires ont été obligées de fuir du Myanmar au Bangladesh, en raison de la violence et de l'insécurité. 336 000 déplacés internes ont abandonné leur maison et leurs biens pour aller chercher la sécurité dans une autre région de leur pays (en Afghanistan, au Myanmar et aux Philippines). L'organisation continuera de renforcer la protection, d'offrir une assistance et de rechercher des solutions pour les réfugiés et les autres personnes relevant de sa compétence, conformément à ses priorités stratégiques globales. En gardant à l'esprit les opportunités et les défis propres à la région de l'Asie et du Pacifique, le HCR a identifié les priorités suivantes pour son action dans la région en 2019.

Préserver l'accès à la protection et à l'asile

Tout en recommandant aux États de se doter de procédures d'asile ou d'améliorer

les procédures existantes et en offrant un soutien à cet effet, le HCR continuera à promouvoir la mise en place de systèmes tenant compte des besoins de protection pour gérer les mouvements mixtes dans la région. Le HCR continuera également d'assurer la détermination du statut de réfugié dans les pays dépourvus de procédures d'asile nationales.

L'organisation travaillera avec les États et d'autres acteurs concernés pour trouver des alternatives à la détention des demandeurs d'asile, assurer la protection des personnes relevant de sa compétence et mettre en place des mécanismes susceptibles de leur apporter des solutions, notamment dans le cadre de dispositifs régionaux autres que la réinstallation dans des pays tiers, comme des accords sur la mobilité des travailleurs. Le renforcement de la protection des communautés de réfugiés et des déplacés internes restera au premier plan des priorités en 2019.

En septembre 2018, le Gouvernement du Pakistan a approuvé l'extension de validité des cartes attestant l'enregistrement jusqu'à la fin juin 2019.

En Asie du Sud-Est, le HCR continuera de participer activement au processus de Bali. La septième conférence ministérielle du Processus de Bali, en août 2018, a donné aux États concernés l'opportunité de réaffirmer les engagements souscrits dans la Déclaration de Bali en 2016. La conférence a de plus offert une plateforme pour solliciter l'appui des États et des acteurs régionaux, en les invitant à partager les responsabilités relatives à la crise des réfugiés rohingyas dans le cadre d'une « Approche solidaire pour le peuple de l'État rakhine », comme indiqué précédemment. Le HCR poursuivra sa collaboration avec l'Association des

Au premier semestre 2018, il y avait **336 000** déplacés internes en Afghanistan, au Myanmar et aux Philippines.



Une enseignante assure des heures supplémentaires pour offrir une scolarité aux jeunes filles rohingyas

L'éducation d'Alinesa a commencé plus tard que celle des autres. Aujourd'hui, Alinesa est une enseignante dévouée, décidée à aider les jeunes réfugiés à obtenir la scolarité dont ils ont besoin.

« Je suis tellement heureuse d'avoir la chance d'aller à l'école. Je ne savais ni lire ni écrire avant d'arriver ici. Maintenant, j'apprends », dit timidement Rosina, une des élèves d'Alinesa.

Selon un rapport du HCR, à travers le monde, seuls 61% des enfants réfugiés sont inscrits à l'école primaire, 23% dans le secondaire et un pour cent en post secondaire.



Lire la suite



Une enseignante réfugiée rohingya, Alinesa, âgée de 32 ans, donne des cours du soir aux jeunes réfugiés qui viennent d'arriver, comme Rosina Akhter (à droite), 12 ans, scolarisée pour la première fois de sa vie.

© HCR/Caroline Gluck

Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) pour s'attaquer aux causes profondes du déplacement dans l'État rakhine et veiller à ce que le retour des réfugiés rohingyas soit durable.

En Asie centrale, dans le cadre des efforts entrepris pour préserver l'accès aux procédures d'asile, le HCR et l'OIM continueront à soutenir la présidence du Processus d'Almaty sur la protection des réfugiés et les migrations internationales. Les deux partenaires poursuivront en outre leur collaboration avec d'autres organisations et la mise en œuvre de projets destinés aux agents frontaliers des cinq pays d'Asie centrale pour renforcer les systèmes de gestion des frontières.

Rechercher des solutions durables aux situations prolongées

Du fait du conflit en cours en Afghanistan et de la capacité d'absorption limitée du pays, le HCR n'encourage pas le rapatriement des réfugiés. Cependant, le HCR continuera de venir en aide aux réfugiés qui choisissent librement de rentrer en 2019, en accord avec son mandat et dans le cadre de la SSAR et du CRRF.

En 2017, plus de 1500 réfugiés sri-lankais ont regagné leur pays — c'est le nombre de

rapatriés le plus élevé des cinq dernières années. À la mi-2018, 675 retours avaient été enregistrés, et le nombre de retours en 2018 devrait donc excéder celui de 2017. Le HCR continuera à travailler en étroite collaboration avec les autorités sri-lankaises et indiennes pour accroître les possibilités de retour en 2019.

Entre le début du programme de réinstallation à grande échelle en 2008 et le mois d'août 2018, plus de 113 000 réfugiés bhoutanais sont partis dans huit pays de réinstallation et 85% d'entre eux à destination des États-Unis d'Amérique. À la fin de l'année 2018, le programme de réinstallation s'achèvera. Selon les estimations, il reste environ 6 500 réfugiés à Damak (Népal) et le HCR continuera à rechercher des solutions durables et dignes pour mettre un terme à cette situation de déplacement prolongé.

Le HCR continue de promouvoir des voies d'admission alternatives pour les réfugiés dans la région. Par exemple, l'organisation soutient des programmes de bourses, parrainés par le Gouvernement japonais, qui permettent à des réfugiés syriens de suivre des études supérieures.

Le programme a débuté en 2017 et devrait se poursuivre en 2019.

Plus de **1500** réfugiés sri-lankais ont regagné leur pays en 2017. À la mi-2018, 675 retours avaient été enregistrés.



Les télécommunications améliorent les soins médicaux dans les camps de réfugiés du Népal

Du fait de la mise en œuvre de programmes de réinstallation dans des pays tiers, la population de réfugiés bhoutanais accueillie dans des camps au Népal a diminué. Le HCR a cherché des moyens innovants d'offrir avec efficacité des services de santé à la population réfugiée restante. L'organisation a ainsi testé la « télémédecine » pour renforcer la fourniture des services d'urgence de nuit. Grâce aux technologies de l'information et de la communication, le personnel médical de nuit a été en mesure de traiter les cas non urgents à distance et les docteurs ont pu communiquer directement avec des spécialistes des centres de médecine secondaire et tertiaire gérés par l'État. Ceci a permis de toucher avec efficacité un plus grand nombre de patients et a réduit le nombre de transferts dans des centres de soins spécialisés.

Pour en savoir plus (en anglais)



Une responsable des questions de santé au HCR s'entretient avec un personnel local pour déterminer les moyens d'améliorer les services médicaux d'urgence de nuit dans le camp de réfugiés de Beldangi, situé à proximité de Damak, au Népal.

© HCR/Salina Khanon

Offrir une protection et des solutions durables aux déplacés internes

Il y a 2,7 millions de déplacés internes dans la région, dont environ 1,9 million en Afghanistan. En 2019, la situation dans le pays devrait rester difficile pour les déplacés internes, qui auront encore besoin de l'aide du HCR pour subvenir à leurs besoins particuliers. L'organisation fournira des articles de secours essentiels aux familles déplacées à l'intérieur du pays. Le HCR continuera également d'appuyer des mesures de protection communautaire pour réduire les vulnérabilités et les risques de protection, tout en encourageant la coexistence pacifique et l'intégration des déplacés internes et des réfugiés de retour, notamment des personnes ayant des besoins spécifiques, au sein des communautés d'accueil. Ces mesures porteront comme précédemment sur les installations et infrastructures d'appui aux communautés, l'aide en espèces et en nature pour la subsistance, la promotion de la représentation dans les structures de prise de décisions communautaires et la formation professionnelle, en particulier pour les femmes et les jeunes.

Aux Philippines, 106 000 personnes sont encore déplacées sur l'île méridionale de Mindanao, notamment les personnes touchées par le conflit à Marawi. L'objectif du HCR est d'aider le Gouvernement à promouvoir le retour volontaire, dans la sécurité et la dignité, de 77 170 familles déplacées, ou à trouver d'autres solutions pour les personnes qui résidaient dans les zones les plus impactées et qui ne peuvent pas rentrer.

Au Myanmar, l'organisation continuera de travailler avec ses partenaires et avec

le Gouvernement pour protéger et aider environ 107 000 déplacés internes dans l'État kachin et le nord de l'État shan. Dans le centre de l'État rakhine, où se trouvent environ 128 000 déplacés internes, le HCR continuera d'exhorter le Gouvernement à élaborer un plan pour fermer les camps de déplacés, conformément aux recommandations de la Commission consultative pour l'État rakhine.

Réduire et prévenir l'apatridie et protéger les apatrides

Avec 2,2 millions d'apatrides dans la région de l'Asie et du Pacifique, la lutte contre l'apatridie reste une priorité stratégique clé pour le HCR, qui continuera de coopérer étroitement avec l'ASEAN dans ce domaine. La situation la plus urgente dans la région est celle des Rohingyas au Myanmar, où, en conséquence directe de leur apatridie, ils sont victimes d'une discrimination tenace, de la marginalisation et du déni de toute une série de droits fondamentaux, qui ont entraîné des vagues successives de déplacement. Le HCR poursuivra sa collaboration avec le Gouvernement pour s'attaquer aux causes profondes du déplacement et veiller à ce que les Rohingyas puissent véritablement jouir de leurs droits fondamentaux et, par la suite, d'un accès à la citoyenneté.

Comme la campagne #IBelong visant à mettre fin à l'apatridie d'ici 2024 arrivera à mi-parcours en 2019, le HCR intensifiera sa coopération avec les États de la région et d'autres partenaires pour œuvrer à la réalisation des objectifs de la campagne, tirer parti des succès de la région dans ce domaine et encourager d'autres engagements.

Il y avait **2,2 millions** d'apatrides dans la région de l'Asie et du Pacifique au premier semestre 2018.



Pour en savoir plus

77 170 familles déplacées à Mindanao, aux Philippines bénéficieront d'un soutien pour un retour volontaire ou pour trouver des solutions alternatives en 2019.



De toute ma vie, je n'ai même pas vécu cinq minutes de paix

Quatre générations d'une famille rohingya réfugiée racontent l'ombre que l'apatridie a toujours jetée sur leur vie — et sur leur espoir de rentrer au Myanmar. Les yeux délavés par l'âge, la nonagénaire Gul Zahar évoque les injustices qui ont poursuivi sa famille pendant toute une vie. Chez eux, au Myanmar, ils étaient privés des libertés et des droits les plus fondamentaux. Gul a fui au Bangladesh pour la première fois en 1978, puis une deuxième fois en 1991 et une nouvelle fois encore en août dernier, lorsque son village a été mis à sac et réduit en cendres au cours d'une attaque meurtrière. Cette arrière-grand-mère vit aujourd'hui dans ce camp de réfugiés, dans un abri d'une seule pièce avec les quatre générations de sa famille élargie.

« Ma vie n'est qu'une longue série de malheurs », dit-elle.



Oli Ahmed, 53 ans, sa mère, Gul Zahar, 90 ans, et son fils, Mohammad Siddiq, 25 ans, posent pour un portrait dans l'abri de la famille au Bangladesh.

Voir la vidéo >



470 000

apatrides sont enregistrés en Thaïlande.

Le Gouvernement du Royaume de Thaïlande continue d'exprimer une forte volonté politique de résoudre la question de l'apatridie. Le Gouvernement a apporté son soutien à la campagne #IBelong et est devenu l'un des chefs de file du « groupe d'amis » de la campagne. Il a accordé la nationalité à plus de 110 000 apatrides entre 2008 et la fin du premier semestre 2018. Le HCR poursuivra sa collaboration avec le Gouvernement thaïlandais, afin d'accélérer l'examen des demandes de naturalisation de plus de 470 000 apatrides enregistrés dans le pays.

En Asie centrale, entre 2014 et le milieu de l'année 2018, 46 200 personnes au total ont pu résoudre leur situation d'apatridie. En outre, les cinq pays d'Asie centrale ont réaffirmé en juin 2018 leur volonté d'œuvrer à la prévention et à la réduction de l'apatridie. En s'appuyant sur les réalisations positives observées en Asie centrale, le HCR continuera d'accorder la priorité à la réduction des cas d'apatridie dans la sous-région en 2019.

CONTRAINTES

L'insécurité qui règne en Afghanistan rend l'accès des organisations humanitaires difficile dans certaines parties du pays. Le personnel du HCR, en particulier le personnel national, s'expose aussi à des attentats et à des blessures.

Au Bangladesh, les camps de réfugiés de Cox's Bazar restent surpeuplés et les services surchargés. Les mécanismes de coordination existants doivent être adaptés pour permettre aux différents intervenants, nationaux et internationaux, de travailler plus efficacement ensemble à la réalisation d'objectifs communs dans les secteurs de la protection, de l'aide humanitaire, du développement, de la résilience, tout en s'efforçant de soutenir les communautés d'accueil.

Au Myanmar, en particulier dans le nord de l'État rakhine, le HCR continuera de plaider pour un accès humanitaire effectif. L'organisation travaillera à une application réussie du protocole d'accord tripartite conclu par le HCR, le PNUD et le Gouvernement du Myanmar.

INFORMATIONS FINANCIÈRES

Budget

- **775 millions**, représentant **9%** du budget total du HCR.
- **+11%** par rapport à l'actuel budget 2018, principalement du fait d'une augmentation de 77,1 millions de dollars pour la prise en charge ininterrompue des besoins des réfugiés originaires du Myanmar au Bangladesh, et en dépit d'une réduction du budget liée à la limitation de l'accès humanitaire, qui affecte la mise en œuvre du programme de réintégration.

Répartition du budget régional par pilier

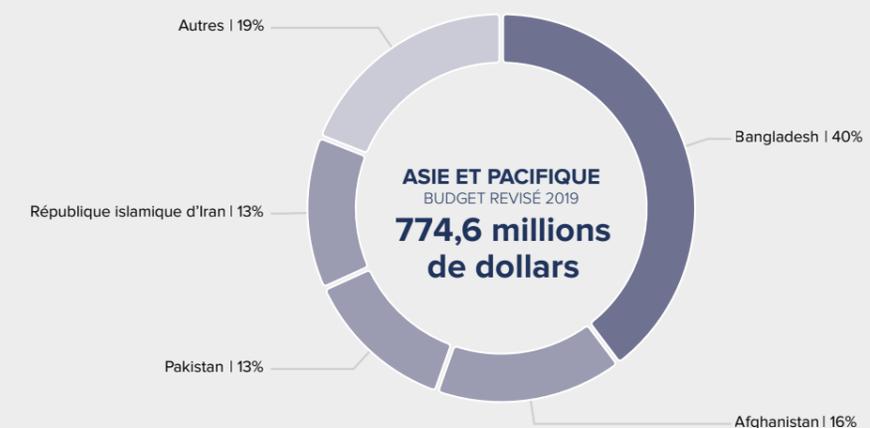
- **79%** du budget régional sont alloués au Pilier 1 (programmes pour les réfugiés).
- **12%** au Pilier 3 (projets de réintégration) en Afghanistan et au Pakistan.
- **4%** au Pilier 2 (programmes pour les apatrides).
- **4%** au Pilier 4 (projets pour les déplacés internes).

Besoins sous-régionaux

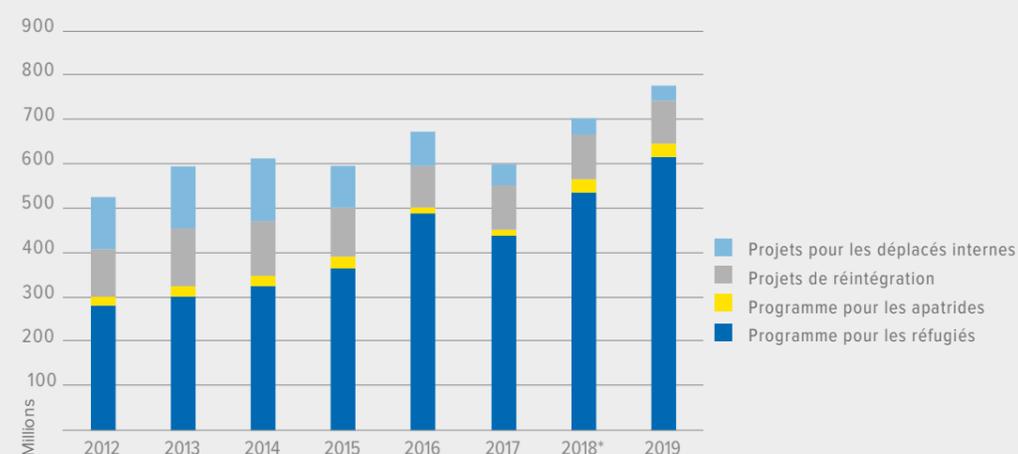
- **52%** du budget régional (403 millions de dollars) sont alloués à la sous-région Asie du Sud-Est, principalement en raison de la situation des réfugiés et déplacés du Myanmar.
- **41%** du budget régional (320 millions de dollars) sont destinés à la sous-région Asie du Sud-Ouest, essentiellement pour répondre aux besoins relatifs à la situation afghane.

Principaux groupes de droits fondamentaux

- **53%** du budget régional (409 millions de dollars) sont alloués à la prise en charge des besoins de base et à la fourniture de services essentiels pour les personnes relevant de la compétence du HCR, ainsi qu'à la fourniture d'une aide vitale.
- **23%** du budget régional sont destinés aux solutions durables, ainsi qu'à l'autonomisation et à l'autosuffisance des communautés (respectivement 82 et 93 millions de dollars).

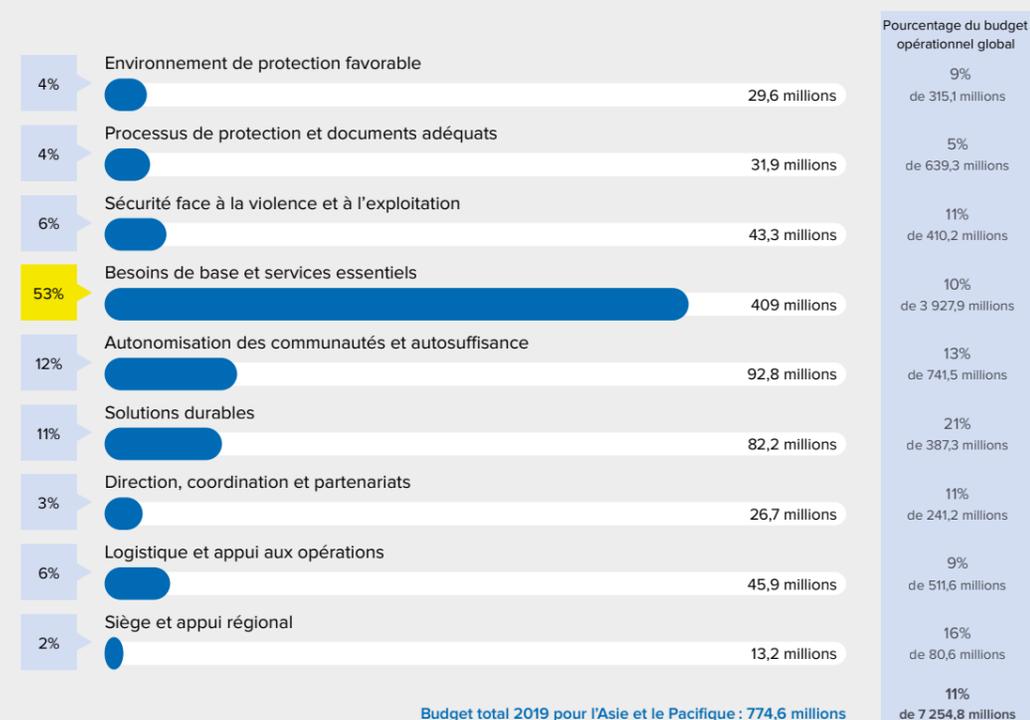


BUDGETS POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE 2012-2019 millions - USD



* Au 30 juin 2018

BUDGET 2019 POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE PAR GROUPE DE DROITS FONDAMENTAUX | millions - USD



BUDGETS POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE | USD

OPÉRATIONS	TOUS PILIERS	PILIER 1	PILIER 2	PILIER 3	PILIER 4	TOTAL
	2018 Budget actuel (au 30 juin 2018)	Programme pour les réfugiés	Programme pour les apatrides	Projets de réintégration	Projets pour les déplacés internes	
ASIE CENTRALE						
Kazakhstan - Bureau régional ¹	5 520 373	4 328 075	1 200 774	-	-	5 528 849
Kirghizistan	913 899	539 101	274 735	-	-	813 836
Tadjikistan	2 181 727	1 317 877	1 015 585	-	-	2 333 462
SOUS-TOTAL	8 615 999	6 185 054	2 491 094	-	-	8 676 147
ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE						
Australie - Bureau régional ²	3 074 491	3 107 803	46 818	-	-	3 154 621
Chine	4 871 650	4 963 622	136 379	-	-	5 100 000
Japon	3 504 112	3 474 354	64 777	-	-	3 539 131
République de Corée	1 734 528	1 980 508	92 319	-	-	2 072 827
Activités régionales	1 082 333	2 782 579	-	-	-	2 782 579
SOUS-TOTAL	14 267 114	16 308 866	340 292	-	-	16 649 158
ASIE DU SUD						
Inde	15 814 434	16 019 427	148 804	-	-	16 168 231
Népal	6 727 104	5 019 071	480 929	-	-	5 500 000
Sri Lanka	5 141 830	4 071 629	31 136	-	-	4 102 765
SOUS-TOTAL	27 683 367	25 110 127	660 869	-	-	25 770 996
ASIE DU SUD-EST						
Bangladesh	220 442 812	307 553 397	-	-	-	307 553 397
Indonésie	7 190 917	7 864 301	365 047	-	-	8 229 348
Malaisie	16 593 397	17 088 602	863 183	-	-	17 951 785
Myanmar	46 116 560	6 973 421	22 230 162	-	9 520 417	38 724 000
Philippines	4 051 402	397 796	392 338	-	2 867 883	3 658 017
Thaïlande	24 932 669	18 632 009	920 504	-	-	19 552 513
Thaïlande - Bureau régional ³	7 260 299	7 106 737	913 146	-	-	8 019 883
SOUS-TOTAL	326 588 056	365 616 263	25 684 380	-	12 388 301	403 688 943
ASIE DU SUD-OUEST						
Afghanistan	125 834 134	29 156 568	-	71 229 102	21 320 010	121 705 680
République islamique d'Iran	98 756 622	98 916 706	-	-	-	98 916 706
Pakistan	99 201 669	73 015 649	558 163	25 627 856	-	99 201 669
SOUS-TOTAL	323 792 426	201 088 924	558 163	96 856 958	21 320 010	319 824 055
TOTAL	700 946 962	614 309 233	29 734 798	96 856 958	33 708 311	774 609 300

¹ Inclut les activités en Ouzbékistan.

² Couvre les activités en Nouvelle-Zélande, dans les pays insulaires du Pacifique et en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

³ Inclut les activités au Cambodge, en Mongolie et au Viet Nam.